



**Bouygues Telecom**

**REPONSE DE BOUYGUES TELECOM A  
LA CONSULTATION DE L'ARCEP LE  
PROJET DE DECISION DES PLAFONDS  
TARIFAIRES DE TA MOBILE 2009-2010**



<b>EXECUTIVE SUMMARY .....</b>	<b>3</b>
<b>1 Une baisse des terminaisons d'appel mobiles est indispensable pour favoriser la concurrence .....</b>	<b>4</b>
<b>2 Une phase de transition d'au moins 6 ans est indispensable pour permettre aux opérateurs d'adapter leurs offres .....</b>	<b>5</b>
<b>3 Le maintien d'une asymétrie tarifaire est indispensable durant la phase de transition vers le coût incrémental .....</b>	<b>6</b>



## EXECUTIVE SUMMARY

Après avoir rappelé l'évolution du marché mobile français et les objectifs de l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel, l'ARCEP démontre dans son projet que la référence de coût incrémental constitue le signal efficace envoyé aux opérateurs et favorise une concurrence loyale entre eux.

Bouygues Telecom est favorable à la baisse proposée par l'ARCEP dans ce projet, mais considère que **le différentiel proposé en particulier sur la période de juillet 2010 à décembre 2010 est insuffisant et discriminatoire**.

Les tarifs de terminaison d'appel constituent à l'heure actuelle une entrave au développement d'une concurrence pérenne. Il est donc indispensable d'engager un mouvement de baisse significatif, sans perturber pour autant les équilibres du marché. En effet, la mise en œuvre de la baisse doit être progressive pour permettre aux acteurs de faire évoluer concomitamment la structure de leurs offres.

Dans cette perspective, Bouygues Telecom estime également que le coût incrémental moyen du service de terminaison constitue à terme la référence de coût pertinente.

Cependant, Bouygues Telecom rappelle qu'une **période de transition d'au moins 6 ans** est indispensable. En effet, l'impact d'un changement de modèle économique d'une telle ampleur est très largement supérieur pour un petit opérateur que pour un gros, du fait d'un coût de couverture par abonné très largement supérieur pour le petit opérateur. Il conviendra donc de tenir compte de cette contrainte lors du prochain cycle d'analyse des marchés sur 2011-2013.

Enfin, pendant toute la période de transition, c'est-à-dire tant que la référence de coûts pertinents n'est pas atteinte, une **asymétrie des tarifs de terminaison d'appel** est nécessaire afin d'en limiter les effets anticoncurrentiels et les transferts de marge indus. Cette asymétrie doit par ailleurs respecter les principes de non-discrimination et de proportionnalité imposés par le cadre réglementaire. Cela découle d'ailleurs logiquement de l'analyse de l'ARCEP lorsqu'elle constate que le recours aux coûts incrémentaux de long terme permet de neutraliser le « biais concurrentiel sur le marché de détail en défaveur des opérateurs à plus faibles parts de marché ».



## ***1 Une baisse des terminaisons d'appel mobiles est indispensable pour favoriser la concurrence***

Comme elle l'a déjà exprimé dans le cadre de précédentes consultations, Bouygues Telecom est favorable à une baisse des terminaisons d'appel mobiles, seule à même de favoriser la concurrence sur le marché mobile.

En effet, sur le marché de détail de la téléphonie mobile, les niveaux actuels des terminaisons d'appel renchérissent artificiellement le coût marginal des minutes, en particulier pour les petits opérateurs dont la majorité du trafic se termine sur le réseau d'un opérateur mobile tiers, ce qui a pour effet de contraindre les prix de détail des communications mobiles.

La poursuite d'une baisse des terminaisons d'appel permettra ainsi de réduire les effets anticoncurrentiels des offres on-net des opérateurs dominants. Ces offres qui sont proposées systématiquement par les gros opérateurs sont naturellement destinées à retenir les clients existants et à en attirer de nouveaux et tend donc à renforcer leur pouvoir de marché. Il s'avère en effet, que ces offres on-net ne peuvent souvent pas être reproduites par les plus petits opérateurs. Il en résulte un squeeze tarifaire au détriment de ces petits opérateurs. La seule alternative pour Bouygues Telecom est la commercialisation d'offres généreuses « tout réseau », qui a pour conséquence de déséquilibrer les trafics d'interconnexion en faveur de ses concurrents, et le transfert de montants financiers substantiels, très supérieurs aux coûts réellement supportés.

C'est également le constat que fait l'Autorité dans son projet de décision et qui justifie à terme la modification de la référence de coûts retenue pour l'application du contrôle tarifaire des terminaisons d'appel mobiles : « un objectif important, dans le choix d'une référence de coûts pour la fixation des plafonds tarifaires de la terminaison d'appel, consiste à choisir une référence en coûts permettant de définir un tarif de terminaison d'appel mobile entraînant le moins de distorsions de concurrence possible sur les marchés de détail en aval de cette prestation de gros » (page 22 du projet de décision) ou encore « Plus globalement, en introduisant artificiellement un coût variable élevé pour les appels off net, le maintien de niveaux élevés de tarifs de terminaison d'appel mobile constitue un frein au jeu concurrentiel entre opérateurs mobiles et à la baisse des prix unitaires d'appel » (page 27).



## **2 Une phase de transition d'au moins 6 ans est indispensable pour permettre aux opérateurs d'adapter leurs offres**

Si la baisse des terminaisons d'appel est nécessaire, Bouygues Telecom souhaite néanmoins rappeler qu'un alignement trop rapide sur la référence de coûts incrémental conduirait à un ralentissement de la pénétration des services et donc de l'investissement.

En effet, d'une part le nouvel équilibre économique à trouver en réponse à la hausse du prix des terminaux à subventionner (avec l'évolution des réseaux 3G/HSPA) et la baisse des revenus des services mobiles exigent une durée suffisante d'adaptation.

D'autre part, une telle baisse aurait un impact sur la rentabilité des offres s'adressant aux « petits consommateurs ». Bouygues Telecom a démontré dans le cadre d'une analyse de rentabilité des offres telles qu'elles sont construites à ce jour, qu'une part significative de la clientèle ayant le plus faible ARPU risque l'exclusion du marché en régime incrémental.

L'Autorité estime qu'il faut raisonner en analyse dynamique et que dans ce contexte les opérateurs disposent de nombreux leviers d'ajustement (durée d'abonnement ou validité de la carte, politique de subventionnement ou de distribution, approche de rentabilité globale et non offre par offre, etc.). Mais au delà du constat, l'Autorité fonde son analyse sur l'évolution passée du marché pour montrer qu'une baisse du tarif de terminaison d'appel n'a jamais entraîné la disparition des offres prépayées, suggérant que l'avenir devrait reproduire le même schéma. Bouygues Telecom souscrit à cette analyse à la condition qu'un délai suffisant soit laissé aux opérateurs pour adapter leurs offres sur la base des différents leviers d'ajustements cités précédemment. La conclusion de l'Autorité, qui stipule que l'impact est et sera limité sur les petits consommateurs, doit donc être observée avec réserve.

Bouygues Telecom maintient l'idée selon laquelle la fixation des terminaisons d'appel sur la base du coût de l'incrément du service de terminaison refond profondément la structure économique du marché mobile, il est donc fondamental, sous peine de déséquilibrer de façon inefficace le marché, de ne pas introduire de rupture dans les tarifs de terminaison d'appel. Cela renforce encore la nécessaire progressivité de la baisse, afin de mieux appréhender dans une approche dynamique la relation entre baisse de terminaison, évolution de l'usage, et création d'offres adaptées pour trouver le nouveau point d'équilibre entre coûts et revenus globaux,

Bouygues Telecom se félicite donc que l'Autorité reconnaisse que « l'ajustement des marchés [...] ne devrait pas être immédiat mais devrait plutôt s'envisager progressivement dans un marché en permanente adaptation » (page 30). **Ainsi, si Bouygues Telecom aurait souhaité une baisse plus progressive, en particulier sur les 6 derniers mois,**



Bouygues Telecom soutient la proposition de l'ARCEP, sous réserve d'une baisse plus progressive au cours du cycle d'analyse de marché suivant, afin de respecter l'objectif d'une transition étalée sur 6 ans.

### **3 Le maintien d'une asymétrie tarifaire est indispensable durant la phase de transition vers le coût incrémental**

L'ARCEP considère dans son projet de décision que l'asymétrie peut être justifiée :

- Soit pour remédier à des problèmes concurrentiels résultant du processus graduel de convergence des tarifs de terminaison d'appel vers les références de coûts sous-jacentes,
- Soit par des coûts additionnels supportés par un acteur résultant de données d'entrée sur le marché hors du contrôle de cet opérateur.

Les distorsions concurrentielles liées à un niveau de terminaison d'appel éloigné des coûts justifient l'asymétrie

Bouygues Telecom souscrit à l'analyse de l'Autorité établissant le lien entre l'existence des déséquilibres de trafic et le caractère progressif de l'orientation vers les coûts pertinents, avec comme référence le coût incrémental. Ce lien justifie sans ambiguïté la conservation de l'asymétrie durant la phase de transition.

En effet, il est clairement établi que les offres on net largement proposées par les opérateurs dominants ne peuvent être répliquées par les opérateurs dont la part de parc est significativement plus petite. La barrière tarifaire érigée dans le cadre de ces offres, d'autant plus élevée que les tarifs le sont des coûts réellement supportés pour une terminaison on net, oblige les challengers à développer des offres généreuses « tout réseau » produisant inévitablement un déficit d'interconnexion. Ceci est en effet la seule alternative en situation de marché mature et peu fluide sur lequel il est très difficile de gagner de nouvelles parts de marché. Ces déficits d'interconnexion constituent de véritables transferts de marge nette vers Orange et SFR, évalués à [SDA] par an en moyenne pour Bouygues Telecom.

L'Autorité note cependant qu'« il ne serait pas justifié d'accorder à Bouygues Telecom l'intégralité de cette différence tarifaire, telle que résultant d'une compensation intégrale », d'une part, pour ne pas pénaliser les opérateurs fixes qui paient également des charges de terminaison d'appel, d'autre part, parce que Bouygues Telecom aurait pu anticiper l'impact des terminaisons d'appel sur son offre illimitée ; et en dernier lieu en raison des évolutions possibles des déséquilibres de trafic.



Sur le fond, Bouygues Telecom souscrit à cette remarque de l'Autorité en ce qu'il est légitime de dédommager les opérateurs des investissements nécessaires à l'écoulement du trafic, mais pas de transférer des marges supplémentaires.

En ce qui concerne l'impact sur les opérateurs fixes de cette asymétrie tarifaire, on constate que depuis 2 ans ces derniers ne répercutent pas dans leurs prix de détail les baisses des terminaisons d'appel mobile, ainsi on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le maintien d'une asymétrie pénaliserait ces opérateurs, et d'autant plus que celle-ci se retrouve souvent démultipliée dans leurs tarifs de détail.

Par ailleurs, les niveaux des terminaisons d'appel et de leur évolution probable sont bien des éléments pris en compte dans la politique commerciale de Bouygues Telecom, c'est ainsi que les offres on-net d'OF et SFR n'ont pas été répliquées à l'identique car trop généreuses (3 numéros illimités 24h/24 tout opérateur), mais sur des plages horaires plus limitées ; la commercialisation de ces offres étant indispensables pour maintenir la position de Bouygues Telecom sur le marché mobile face aux offres on-net d'OF et SFR.

De plus, Bouygues Telecom considère qu'une disparition du déséquilibre des trafics échangés entre Bouygues Telecom et les deux autres opérateurs mobiles est peu probable sur les années considérées dans ce projet de décision : en effet, Bouygues Telecom devra poursuivre son effort pour maintenir sa part de marché face aux offres on-net de ses concurrents en proposant des offres on-net et off-net plus compétitives.

**En conséquence, Bouygues Telecom considère que la proposition de l'ARCEP d'un différentiel de terminaison d'appel de 1,5c€ puis de 1c€ est insuffisant pour compenser les transferts de marge au profit de OF et SFR et liés aux déséquilibres de trafic que Bouygues Telecom anticipe sur la période à venir.**

L'application du principe de symétrie n'a pas de fondement économique dans un contexte de référence aux coûts complets

La position de la Commission européenne sur la symétrie des terminaisons d'appel relève d'une application incorrecte du principe de « Yardstick Competition ».

Celui-ci consiste à comparer les coûts supportés par des monopoles identiques pour la fourniture d'un service et à fixer le prix régulé de ce service au niveau ou légèrement au-dessus des coûts du monopole le plus efficient. Ainsi, les acteurs sont incités à l'efficiency et le monopole le plus efficient est récompensé.

Dans un contexte d'orientation vers les coûts complets, la part de marché de l'opérateur constitue le premier facteur déterminant du prix par unité d'œuvre. En conséquence, l'utilisation de ce principe par les régulateurs dans le cadre de la régulation de la terminaison d'appel mobile comporte deux erreurs méthodologiques :



- il récompense des acteurs qui ne sont pas nécessairement efficaces au sens de l'X-  
efficience : un opérateur qui aura la plus forte part de marché aura le coût de production  
de la terminaison d'appel le plus faible indépendamment des inefficiences qui pourraient  
exister dans la production de ce service ; ainsi le régulateur accorde une rente de  
position aux opérateurs ayant les plus fortes part de marché sur les marchés de détail ;
- il sanctionne le plus petit opérateur, en lui imposant de vendre le service de terminaison  
d'appel en dessous de ses coûts de production, non en raison d'une inefficience sur le  
marché de la terminaison d'appel, mais de soi-disant inefficiences sur un autre marché :  
le marché de détail de la téléphonie mobile.
- Or, aucune analyse poussée des marchés de détail n'a été effectuée afin de déterminer  
si la position de plus petits acteurs résulte d'une inefficience commerciale de leur part ou  
d'un dysfonctionnement de ces marchés, résultant en particulier de la position dominante  
de certains acteurs.

Or comme Bouygues Telecom l'a rappelé dans sa réponse à la précédente consultation de  
l'Autorité sur les références de coûts des opérateurs mobiles un résultat peu discutable : de  
nombreuses sources, théoriques et empiriques, montrent que ce sont le retard à l'entrée et  
l'ordre d'entrée sur un marché qui déterminent les parts de marché des opérateurs. Les  
effets du délai d'entrée se traduisent durablement dans les positions de marché des plus  
petits opérateurs comme le montre, par exemple, l'étude de Bijwaard&alii<sup>1</sup>.

En outre, l'inertie structurelle du marché mobile, dans lequel « il est difficile pour un opérateur  
de gagner des parts de marché » (projet de décision p.43), ne permet pas à un opérateur  
des gains substantiels de part de marché en parc installé dans un horizon de temps  
rapproché.

En conséquence, l'application de terminaisons d'appel symétriques orientées vers les coûts  
complets serait contraire aux principes de proportionnalité et de non discrimination, principes  
fondamentaux sur lesquels toute régulation doit s'appuyer.

Ainsi, Bouygues Telecom considère que le différentiel tarifaire entre plafonds tarifaires des  
terminaisons d'appel définis par l'Autorité dans son projet de décision sur la période 2009-  
2010 pour Bouygues Telecom et d'OF et SFR est insuffisant, et inconsistent avec la  
démonstration de l'ARCEP. En effet, les niveaux fixés sur la période juillet 2010- décembre  
2010 sont inférieurs aux coûts complets de Bouygues Telecom sur cette même période,  
alors qu'ils sont supérieurs à ceux d'OF et SFR. Ainsi, le différentiel de 1c€ proposé par  
l'ARCEP sur cette période ne respecte pas le principe de proportionnalité et de non  
discrimination. **En conséquence, l'ARCEP devra soit abaisser le niveau de la**

---

<sup>1</sup> Bijwaard, Maarten & Maasland (2008) "Early mover advantages: An empirical analysis of European mobile phone  
markets", forthcoming in "Telecommunication Policy"





**terminaison d'appel de OF et SFR à un niveau inférieur à leurs coûts complets, soit ajuster la terminaison d'appel de Bouygues Telecom au dessus de ses coûts complets dans les mêmes proportions que celles appliquées aux deux autre opérateurs. Cela conduit dans les deux cas à un différentiel supérieur ou égal à [SDA].**

Au-delà de ce cycle d'analyse, un différentiel respectant ces mêmes principes de non discrimination et de proportionnalité doit être maintenu durant toute la période de transition vers la nouvelle référence de coûts pertinents (coûts incrémentaux).